



# Quel rôle pour l'UE sur le dossier du nucléaire iranien ?

Compte-rendu de Conférence  
- Maison de l'Europe, 9 décembre 2009 -

Conférence-débat autour de **Thierry Coville**, chercheur associé à l'IRIS, spécialiste de l'Iran et enseignant-chercheur à Negocia et **Bernard Hourcade**, géographe spécialiste de l'Iran, directeur de recherche au CNRS et membre de l'unité mixte de recherche « Mondes iranien et indien ».

- **Fabio Liberti**, chercheur à l'IRIS et modérateur de la conférence, remercie tout d'abord la Maison de l'Europe et Madame Lalumière, qui nous accueillent à l'occasion de cette conférence.

Le thème que nous allons aborder aujourd'hui concerne les relations entre l'Union européenne et l'Iran.

Les relations compliquées avec l'Iran sont au centre de l'actualité depuis quelques années. On a commencé à parler de l'Iran en 1979, lors de la révolution puis avec la guerre Iran/ Irak, avec le développement du programme nucléaire iranien et dernièrement avec les élections contestées du 12 juin 2009 qui ont vu la réélection de M. Ahmadinejad.

Je me limiterai à une petite introduction avant de passer la parole aux vrais spécialistes de l'Iran.

L'Iran est :

- le 2<sup>ème</sup> exportateur au monde d'hydrocarbures,
- le pays qui possède les deuxièmes réserves prouvées en termes de gaz naturel,
- sur la route stratégique d'approvisionnement entre les hydrocarbures de la mer Caspienne et l'Occident,

- le pays qui a un régime très particulier dans lequel on trouve une espèce de fusion entre des éléments de théocratie et une vivacité de la société civile très importante qui s'expriment notamment par l'organisation de manifestations.

La presse française semble oublier qu'en 1997 et 2002, des élections s'étaient normalement déroulées et les réformateurs l'avaient alors emporté.

Mon impression est qu'en France, l'Iran est un pays largement méconnu car il est loin géographiquement et ces dernières années il s'est fermé de par ses relations complexes avec les États-Unis.

### **Quel rôle joue l'Union européenne dans tout ça ?**

L'Union européenne est le premier partenaire commercial de l'Iran. Trois pays européens : la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni forment la troïka. Cet ensemble est chargé des négociations sur le dossier nucléaire iranien. Mais on a l'impression comme sur d'autres dossiers que l'Union européenne a un poids politique en dessous de ses potentialités.

Nous essayerons de parler de tout cela en mettant l'accent sur les relations entre l'Union européenne et l'Iran.

Pour se faire nous avons invité ce soir Bernard Hourcade, géographe spécialiste de l'Iran, co-auteur d'un Atlas sur l'Iran, directeur de recherche au CNRS dans l'équipe de recherche « Monde iranien », ainsi que Thierry Coville, chercheur associé à l'Iris, docteur en sciences économiques et qui effectue depuis plus de vingt ans des recherches sur l'Iran contemporain.

#### **➤ Thierry Coville**

Mon allocution va se dérouler en trois points.

Le 1<sup>e</sup> point étant l'état des relations entre l'Union européenne et l'Iran.

Le 2<sup>e</sup> point : Est-ce que la politique de l'Union européenne est adaptée ? Est-ce que le bon diagnostic est fait sur l'Iran ?

Enfin, le 3<sup>e</sup> point : Est-ce que compte tenu de ce diagnostic on ne pourrait pas apporter quelques modifications à notre politique ?

Tout dialogue entre **l'Union européenne et l'Iran** est rompu dans tous les domaines à cause de l'affaire du nucléaire. Cela n'empêche pas le site de la Commission européenne d'écrire « les relations sont dégradées depuis 2006 du fait de la situation à l'intérieur du pays et de l'attitude des autorités iraniennes à l'égard de l'Europe et de la communauté internationale. »

Il y a donc un jugement qui est porté. D'ailleurs, il y a régulièrement des condamnations de l'Union européenne sur les trois globes, ainsi que sur la situation politique en Iran.

Sur le plan commercial, l'Union européenne est un partenaire important de l'Iran mais il faut savoir que la part de marché de l'Union européenne a considérablement reculé depuis 2004, on est passé de 43 % à 27 % de part de marché. Cela est sans doute lié au climat, et au fait qu'une partie des exportations de l'Union européenne passe par les Émirats Arabes Unis (EAU) qui restent un partenaire commercial important de l'Iran.

L'Union européenne reste le premier partenaire commercial de l'Iran avec 27 % du marché, le deuxième étant la Chine avec 13,6 %, et en troisième position les Émirats Arabes Unis mais ils sont plutôt une plate-forme. Ensuite, figurent en quatrième la Corée et enfin la Russie.

L'Iran n'a pas répondu à l'accord sur le nucléaire pour un enrichissement de son stock en Russie et en France.

On peut donc se demander pourquoi l'Iran n'a pas répondu positivement à cette offre alors qu'elle avait dit oui en octobre ?

Le représentant du Guide avait dit oui, à cause de la situation interne de l'Iran qui est assez spéciale avec des conflits à l'intérieur même du régime. Cet accord a été critiqué par les réformateurs mais surtout par les plus radicaux. On dit que l'Iran ne pouvait pas prendre le risque de donner tout son stock d'uranium faiblement enrichi à l'étranger sans en garder une partie, cela semblait être un danger pour la sécurité du pays.

Actuellement, il y a une crise grave en Iran suite aux résultats truqués des élections présidentielles. On peut lire dans la presse iranienne qu'on est face à une révolution « soft », douce, c'est la ligne officielle comme cela a pu être le cas en Ukraine, en Géorgie ou encore en URSS, face à cela cette révolution est appuyée par les réactions de la communauté internationale que la seule solution est la répression.

On remarque un enchaînement. Plus ils répriment, plus l'opposition se radicalise et à présent le Guide est ouvertement critiqué dans la rue. On peut reconnaître au peuple iranien une originalité dans les slogans et là ce n'est plus « who's my vote ? ».

Face à cela le régime est divisé, les réformateurs M-H. Moussavi, M. Karoubi ne sont d'ailleurs toujours pas arrêtés même si leur capacité d'action est limitée.

De plus en plus de religieux se désolidarisent du régime, sur le plan historique quand les religieux prennent des positions comme celles-ci, généralement cela montre la gravité de la situation.

Hier un ayatollah disait « les propos religieux doivent être tenus dans les écoles religieuses et non pas dans les tribunes politiques. »

Des gens comme Khadjani essaient de recoller les morceaux en disant qu'il faut faire confiance, retrouver la confiance de la population. Il y a un blocage politique puisque la ligne dure est la suivante : suite aux manifestations du 8 décembre, on est face à une révolution douce menée par l'étranger. Donc, la répression s'impose.

Paradoxalement il y a une différence avec la révolution douce comme la chute du Mur de Berlin, la fin du régime en Ukraine, en Géorgie, il y avait une opposition organisée ce qui n'est pas le cas en Iran pour toute une série de raisons. Ce mouvement assez spécial n'a pas de tête politique.

**Le diagnostic** qu'on peut apporter est qu'il est toujours très facile d'attaquer M. Ahmadinejad. Cependant, en réalité, le Guide commande.

Le Guide essaie de jouer sa carte, la structure du pouvoir reste donc la même, il organise tout et c'est d'ailleurs lui qui est maintenant en première ligne face à la rue. Un des exemples probants : ce n'est qu'à la demande de A. Khamenei que le président Ahmadinejad reçut le vote de confiance du Parlement. Unique soutien du régime, les Pasdarans montent en puissance et en profitent politiquement et économiquement. C'est sans doute un sentiment de revanche de classe car les Pasdarans et les Bassidjis sont une sorte de milices jeunes utilisées par le régime en général originaire de milieux défavorisés.

Tout cela intervient dans un climat économique difficile. M. Ahmadinejad disait que la crise financière était le signe de l'échec du capitalisme. Mais cette crise financière mondiale a touché aussi l'Iran car on a vu l'effondrement du prix du pétrole. Depuis fin 2008, l'activité économique en Iran a ralenti significativement.

Le marché immobilier s'est effondré, il y a un recul des autorisations de projets industriels. La bourse de Téhéran recule et l'inflation selon les chiffres officiels serait passée de 23,9 % en 2008 à 13 % sur les sept premiers mois de 2009. Mais on a de gros doutes sur la véracité de ces chiffres car depuis l'arrivée au pouvoir de M. Ahmadinejad, la Banque centrale iranienne change la pondération des biens. Le déficit budgétaire en 2009 était proche des 10 % du PIB, une grande partie des recettes de l'État vient du pétrole. Or, l'Iran comble son déficit financier uniquement par une politique monétariste. L'inflation va rester élevée.

Les banques sont en très mauvais état car Ahmadinejad a mené une politique populiste d'octroi de crédits pour les logements et les projets à rendement rapide en vue de la création d'emplois. Environ un tiers des banques serait d'origine douteuse. Le secteur privé va mal. Une grande partie dans l'immobilier et le secteur privé ressentent cette crise actuelle qui les touchent de plein fouet.

En ce qui concerne la politique économique, c'est une politique de fausses privatisations. En effet, les entreprises publiques sont vendues à des entreprises quasi-publiques et notamment aux Pasdarans et aux Bassidjis qui les rachètent pas l'intermédiaire de sociétés-écrans. Ils viennent d'ailleurs de racheter la plus grosse compagnie de télécommunications en Iran.

Il y a un plan du gouvernement qui fait énormément de bruit en Iran. En effet, face au recul des recettes pétrolières, le gouvernement prévoit de diminuer toutes les subventions sur l'eau, le gaz, l'électricité, l'essence... M. Ahmadinejad souhaiterait utiliser tout cet argent pour le redistribuer lui-même aux classes défavorisées. Ce projet est actuellement en discussion au Parlement, mais celui-ci a peur du choc sur l'inflation et ne fait pas confiance à M. Ahmadinejad dénonçant un possible clientélisme.

Du fait de la hausse du prix du pétrole, les réserves en devises restent importantes, cela équivaut à environ onze mois d'importations et à 60 milliards de dollars de réserves de devises. L'Iran a un excédent courant, le régime iranien est plus sensible à une quelconque évolution du cours du pétrole qu'à d'éventuelles sanctions économiques.

Cet environnement économique dégradé joue sur le climat politique avec un taux de chômage avoisinant les 10 % officiellement mais cela ne signifie pas grand-chose. En Iran, il est impossible de vivre avec une allocation chômage. Par contre le taux de chômage officiel des jeunes entre 15 et 29 ans s'élève à près de 20 %. Beaucoup d'entre eux doivent accepter des petits boulots sans rapport avec leurs qualifications.

### **Le rôle de l'Union européenne**

Le fait que l'Union européenne prenne position dans la crise actuelle est une mauvaise politique car cela est contre-productif. Les révolutions politiques en cours sont peut-être une réponse à la crise du nucléaire.

La politique de sanctions sera-t-elle plus efficace que les négociations actuelles ? Tout d'abord, on sait que la Chine s'oppose aux sanctions, que la Russie ne plaide pas en faveur de sanctions accrues. On sait également que l'économie iranienne dépend de l'évolution du cours du pétrole. Il y a également des circuits d'approvisionnements parallèles qui fonctionnent depuis 30 ans.

Quand les banques publiques sont touchées, ils utilisent les banques privées. Quand les banques européennes ne fonctionnent pas, ils utilisent d'autres banques de second rang, pakistanaises ou autres. Les Pasdarans et fondations qui sont en lien direct avec le régime ont de nombreuses sociétés écrans.

Par conséquent, l'économie va continuer à fonctionner même si la vie sera plus difficile à cause des sanctions. La classe moyenne sera durement touchée.

Depuis des années, il y a un grand nombre de morts par accident d'avion. Le gouvernement iranien est en partie responsable. Par ailleurs, beaucoup d'avions sont russes, d'une moyenne d'âge de 25 ans. L'Iran ne peut toujours pas acheter d'Airbus car les composants sont fabriqués aux États-Unis.

Le nucléaire est un sujet délicat. Il s'agit du sujet où il y a le plus de consensus avec M-H. Moussavi qui s'était opposé au compromis avec les Européens. Finalement avec les sanctions on risque de radicaliser la situation. Est-ce vraiment ce que veut l'Union européenne ?

On risque de donner plus d'arguments aux durs en Iran qui ne souhaitent qu'un isolement.

A-t-on fait un véritable examen de l'efficacité de ces sanctions ?

Nous n'avons pas assez d'informations qui peuvent nous permettre d'évaluer l'efficacité des sanctions frappant les groupes que l'Union européenne souhaitait.

La solution est-elle de faire tomber le régime dans l'isolement et l'ultra-nationalisme ? Si on met en place des sanctions on créera d'autres risques, le régime finalement peut continuer à résister et dans quelques mois on dira que les sanctions ne fonctionnent pas. Ils ne nous restent alors plus que la guerre.

Il y a deux jours, le *Wall Street Journal* titrait que B. Obama ne tient pas assez les opposants iraniens et sur l'autre page il est écrit qu'il faut plus de sanctions ou attaquer l'Iran. En Europe nous ne sommes pas non plus très loin de ce calcul.

Ce serait le rôle de l'Union européenne d'examiner toutes les solutions possibles pour résoudre cette crise avant de se lancer dans des politiques qui semblent dangereuses et inefficaces. Par exemple, la Turquie s'est manifestée depuis un certain temps pour résoudre la crise. Est-ce que l'Union européenne ne devrait-elle pas s'appuyer davantage sur la Turquie pour régler cette crise ?

### ➤ Bernard Hourcade

On est actuellement un peu dans une impasse.

Quand à la fin de la guerre Iran/Irak, l'Union soviétique s'effondre, Khomeini meurt. À ce moment-là, tout était prêt pour que l'Iran et les États-Unis renouent le dialogue, puisque les États-Unis avaient fait tomber l'Irak. G. Bush père ne prendra pas Bagdad et laisse les Kurdes et les chiïtes irakiens se révolter et se faire massacrer. La décision était de faire un double « containment » à la fois contre l'Irak et l'Iran. Les deux pays étaient des États voyous.

L'Europe n'a pas suivi cette politique. Elle concédait certes que ces pays étaient des États voyous. L'Europe avait entamé un dialogue critique sur l'Iran à l'occasion du sommet de chefs d'État européens d'Edimbourg en décembre 1992. Tout comme durant la guerre froide, malgré les désaccords, on essaye d'avoir des relations.

L'Europe avait donc une politique différente de celle des États-Unis dès le départ.

Pour les États-Unis à l'époque il n'était pas question du nucléaire. L'idée est que la République islamique est illégitime, élection ou pas élection. Le Shah d'Iran est toujours le gouverneur même s'il est mort. Son fils est le souverain légitime. Il fallait donc un changement de régime.

La politique fondamentale des États-Unis va se renforcer ensuite avec le pouvoir des néoconservateurs américains qui considèrent qu'il faut exporter la démocratie avec le reste du monde, y compris en faisant la guerre.

Fondamentalement, les deux philosophies entre les États-Unis et l'Union Européenne s'affrontent. Pour l'Union Européenne, les Iraniens sont des voisins de l'Est. Depuis la bataille de Marathon contre les Mèdes et les Perses, nous sommes cousins.

Les Turcs sont arrivés il y a quelques siècles à peine.

Les Européens et les Iraniens sont proches pour plusieurs raisons historiques.

Le dialogue critique a continué non sans difficulté. L'Iran est le seul pays sur lequel l'Union européenne avait une politique commune à l'époque. L'Europe parlait d'une seule voix.

À Téhéran, les ambassadeurs européens se réunissent toutes les semaines pour savoir comment réagir collectivement. Cela a été très positif malgré des hauts et des bas. Notamment au moment où l'Irak tombe en 2003, lorsque Dominique de Villepin fait ce fameux discours à l'ONU pour dire que la France n'ira pas attaquer l'Irak.

Dans cette paranoïa du printemps 2003, D. de Villepin, J. Straw ou J. Fischer, les ministres des Affaires étrangères de la Troïka se rendent à Téhéran, arrivent à 7h30 du matin et rencontrent les responsables du Conseil national de sécurité iranien. En sortant ils obtiennent la plus grande victoire diplomatique de l'Europe sur l'Iran. Pour la première fois, l'Iran accepte un accord sur le nucléaire.

À l'époque l'Iran n'avait pas une seule centrifugeuse, ni un microgramme d'uranium enrichi. L'Iran rentrait alors dans la discussion commerciale grâce à un accord privilégié avec l'Union européenne. L'Iran offre des garanties, le nucléaire n'est qu'un élément symbolique pour éviter une crise.

Cette victoire exceptionnelle des Européens de la troïka en est une aussi pour l'Iran qui est reconnu comme un pays qui a le droit d'avoir une politique nucléaire normale encadrée par l'AIEA. C'est une solution gagnante.

Les ministres européens se rendent alors à Washington. Les Américains répondent que leur but n'est pas le nucléaire mais le « regime change », c'est-à-dire faire tomber le gouvernement iranien. Le nucléaire est une excellente chose. En Irak il n'y avait pas d'armes de destruction massive mais en Iran s'il y en avait eu, cela aurait été parfait pour justifier un bombardement et l'écrasement de l'Iran.

Les Iraniens voyant que rien ne venait, M. Khatami signe son dernier décret d'ordonner l'enrichissement de l'uranium juste avant de léguer son pouvoir à M. Ahmadinejad. Les Européens ne peuvent rien faire si les États-Unis ne sont pas d'accord.

Les Européens ont été incapables de négocier cet accord ou de l'imposer aux États-Unis.

L'Iran est un pays qui quelque soit son gouvernement dans l'avenir aura la capacité de fabriquer une bombe atomique dans x années. Ce n'est qu'une question de temps comme pour le Brésil ou encore l'Afrique du Sud.

Tout cela est dû à une mésentente entre les États-Unis et l'Union européenne sur ce qu'on cherche en Iran ? Doit-on écraser le régime ou bien chercher à ce que l'Iran soit un pays comme les autres ?

Un pays auquel il faudrait appliquer la même politique qu'avec le Japon ou l'Allemagne, la construction européenne c'est-à-dire un réseau de relations. Donc, il faut faire que l'Iran entretienne des relations amicales, économiques, politiques avec le reste du monde.

L'élection de N. Sarkozy, il y a deux ans a changé les choses. La politique française passe d'une politique gaullienne à une politique plus atlantiste. La France réintègre l'OTAN et N. Sarkozy passe ses vacances aux États-Unis. La position française se rapproche de la politique européenne car les Britanniques sont prisonniers de leur alliance traditionnelle avec les États-Unis et le poids diplomatique de l'Allemagne est moins important, ne figurant pas au Conseil de Sécurité.

Or, la France a changé de politique depuis deux ans. Entre temps, les États-Unis ont opéré un changement de politique à 180° et on se retrouve donc complètement en décalage exactement comme avant. Les rôles ont été inversés et aujourd'hui la France se dit pour un « regime change » et si cela ne marche pas on bombarde.

B. Obama dit : « on a environ 30 ans de rupture avec l'Iran donc c'est extrêmement difficile. On s'attend au pire. »

Beaucoup de gens disent que B. Obama va échouer à cause de sa folie, c'est le dogme actuel.

Nous allons préparer de nouvelles sanctions comme pour l'essence car l'Iran importe 40 % de son essence, ce qui va toucher la classe moyenne et va renforcer le régime qui n'attend que cela. L'Iran s'était satisfait de la politique de G. W. Bush qui permettait de bunkeriser le système en fermant la république islamique, et en justifiant la répression.

M. Ahmadinejad et G. W. Bush sont deux frères jumeaux dans le sens où ils faisaient exactement ce que l'autre voulait faire.

Or, B. Obama a cassé les règles du jeu avec son discours du nouvel an : « Je n'interviens pas dans la politique iranienne et je respecte la politique islamique de l'Iran »

Il a détruit le principal pilier de la République islamique qui est l'opposition aux États-Unis.

Personne ne sait plus comment agir alors que pendant trente ans tout était défini. C'est comme si Israël du jour au lendemain décrétait qu'il pourrait s'entendre avec l'Iran.

Ce qui fait que pour la première fois depuis trente ans les élections ont été un enjeu en Iran et que ceux qui ont perdu les élections ne l'acceptent pas car celui qui est assuré de serrer la main de B. Obama virtuellement ou physiquement est assuré d'avoir sauvé la République islamique à l'avenir.

M. Ahmadinejad n'est pas capable de faire l'ouverture comme M. Khatami à l'époque, car il ne détient pas vraiment le pouvoir.

Les plus conservateurs ont peur de la main tendue, de l'agression culturelle occidentale, car ce ne serait plus 200 étrangers en Iran mais 200 000. L'actuel président de la Cour suprême iranienne disait que « l'agression culturelle occidentale est plus dangereuse qu'une agression militaire ». L'ouverture serait donc une catastrophe pour la république islamique.

Conséquence : aujourd'hui personne ne gouverne en Iran. La droite extrême ne gouverne pas parce que le gouvernement de M. Ahmadinejad est très divisé face aux réformateurs. « Les Iraniens n'ont pas l'opposition qu'ils méritent ». Si les Iraniens avaient dit non à l'accord de Vienne c'était clair, oui aussi, mais à l'heure actuelle il n'y a pas de réponse écrite.

### **Quel peut-être le rôle de l'Union européenne ?**

L'Union européenne était celle qui pensait qu'on pouvait construire une stratégie durable. Or une guerre n'est pas durable.

**Reprendre la stratégie de la construction européenne, du dialogue avec l'Allemagne, de l'intégration du Japon dans l'économie internationale c'est la seule façon d'avoir un Iran intégré dans la communauté internationale.**

L'Union européenne a perdu un peu de son âme au moment où justement nous avons un président du Conseil européen et un ministre des Affaires étrangères.

L'administration B. Obama fait ce qu'elle peut et a pour allié en Europe des personnes qui avant prônaient le dialogue et qui aujourd'hui combattent la politique américaine.

Les Iraniens regardent à l'Est « Go East », ont fait la guerre contre l'Irak à l'ouest, huit ans de guerre. La frontière avec le monde arabe n'a pas bougé. Ils ont accepté qu'ils ne libèreraient jamais Jérusalem.

L'Iran est donc le protecteur des Chiïtes et c'est déjà bien. L'Europe n'est plus grand chose. Les États-Unis sont trop à l'Ouest on y va donc mais par l'Est, Afghanistan, Chine, Russie, Japon, Amérique latine.

L'Europe avait l'occasion d'être un pays actif, fort pour trouver une politique commune, on a raté cela et aujourd'hui on prend le contre-pied en jouant la politique américaine d'il y a trois ans.

Compte-rendu rédigé par Caroline Popovici